



Henri Krischer (1920-2000)

Henri Krischer, alias André, ou Lamiral, naît à Dortmund en Allemagne. Son père, juif polonais, meurt de la tuberculose et sa mère émigre alors à Nancy. En 1940, Henri est expulsé de la faculté de médecine où il étudie.

En 1942, apatride, recherché par la Gestapo, il part à Lyon avec son frère.

Il adhère alors au Parti communiste clandestin et intègre en novembre 1943 un groupe de combat juif dont il prend bientôt la tête.

Il rejoint les FTP-MOI (Francs-Tireurs et Partisans de la Main-d'Œuvre Immigrée) et devient le chef politique et militaire du bataillon Carmagnole, section lyonnaise des FTP-MOI, sous le pseudo André puis capitaine Lamiral.

Il dirige alors de nombreuses actions contre l'occupant.

Le 24 août 1944, avec des groupes de combat de l'UJJ (Union de la Jeunesse Juive) et de l'UJRE (Union des Juifs pour la



Gruppe de 17 FFI (dont Henri Krischer), ayant combattu dans le bataillon Carmagnole Liberté de Lyon, posant en uniforme devant la caserne de Cusset (Allier), le 5 novembre 1944.

Résistance et l'Entraide), le bataillon déclenche l'insurrection de Villeurbanne, dont l'un des objectifs est de libérer les résistants incarcérés à la prison de Montluc.

Après trois jours de combat, les Allemands reprennent le contrôle de la ville et Villeurbanne n'est libérée que le 2 septembre.

À la Libération, Henri Krischer regagne Nancy et se consacre à l'Amicale des Anciens de Carmagnole.

ÉDITORIAL

Nos efforts ont payé : ils seront reconnus « Morts pour la France »

MRJ-MOI avait répondu à une question de Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS, en évoquant l'incessant combat mémoriel de l'Association Nationale des familles de fusillés et massacrés de la Résistance française et leurs amis (ANFFMRFA) : trop d'étrangers n'étaient pas reconnus « Morts pour la France »... parce qu'étrangers.

Le 18 février 2023, au Sénat, lors du colloque consacré aux « Étrangers dans

la Résistance. Vers l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian » Patricia Miralles, Secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire, a officiellement annoncé que le Gouvernement étudiait l'extension de la mention « Morts pour la France » à tous les fusillés du Mont-Valérien.

Les Associations qui ont mené ce combat depuis si longtemps et Denis Peschanski qui a relayé cette demande et s'est impliqué

avec énergie dans cette cause, ont permis cette victoire. Nous attendons maintenant que cette mention « Morts pour la France » concerne les autres lieux d'exécution connus, les otages, ceux qui sont morts sous la torture, ceux qui ont mis fin à leurs jours dans les geôles de la Gestapo..., ceux qui sont devenus français non « par le sang reçu mais par le sang versé ».

Le Bureau de MRJ-MOI

À NOTER

Notre Assemblée Générale se tiendra le samedi 25 mars à 15 heures

Au 14, rue de Paradis, Paris 75010 – Code 5803 –, ou en zoom.

Le lien vous sera communiqué ultérieurement

Renforcer l'Association pour poursuivre notre travail de Mémoire et de Transmission.

Les Étrangers dans la Résistance

Le 18 février 2023 s'est tenu, au Palais du Luxembourg, un colloque consacré au rôle des ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE, VERS L'ENTRÉE AU PANTHÉON DE MISSAK MANOUCHIAN

Ce colloque, organisé par Unité Laïque, parrainé par le sénateur Pierre Ouzoulias, placé sous la responsabilité scientifique de Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS et conseiller historique de l'initiative a donné la parole à des universitaires et des personnalités politiques.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les étrangers ont occupé une place décisive dans la résistance au nazisme.

Venus en France pour des raisons économiques ou politiques, Italiens antifascistes, Espagnols républicains, Arméniens rescapés du génocide, Juifs d'Allemagne et d'Europe centrale, menacés par les pogroms, se sont battus pour le pays qui les avait accueillis.

Le colloque se proposait d'interroger la reconnaissance institutionnelle de leur engagement,

Madame Patricia Miralles, secrétaire d'État, auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire, a suscité une grande émotion, lors de son allocution consacrée à la question cruciale de la reconnaissance pour les étrangers de la mention « Morts pour la France ». Elle a tenu à signer devant l'assistance, la décision d'apposer la mention « **Mort pour la France** » pour Szlama Grzywacz, le dernier des résistants figurant sur l'Affiche Rouge à ne pas avoir obtenu cette mention.

Elle a aussi annoncé que le président de la République lui avait confié la mission d'examiner, dans un premier temps, le cas de tous les fusillés du Mont-Valérien.



Szlama Grzywacz.

L'Élysée a fait parvenir à l'AFP la déclaration suivante :

« Il y a près de 80 ans, 23 résistants étaient condamnés à mort sur décision d'un tribunal militaire nazi, parce qu'ils avaient lutté les armes à la main pour la libération de la France. Tous furent déclarés morts pour la France sauf un : Szlama Grzywacz. Injuste oubli. »

Szlama Grzywacz connut cinq ans de prison en Pologne pour son engagement communiste, c'est alors qu'il émigra à Paris en 1937, puis il partit combattre aux côtés des Républicains espagnols.

En 1942, il s'engage dans la section juive de la MOI, prend le pseudonyme de Charles au sein des FTP-MOI et participe à l'assaut notamment de convois de troupes allemandes, du siège du *Pariser Zeitung*...

Il est arrêté par les inspecteurs de la Brigade spéciale, torturé puis incarcéré à Fresnes avant d'être fusillé au Mont-Valérien, à l'âge de 33 ans.

Il est l'un des dix visages figurant sur l'Affiche rouge placardée par les Allemands pour décourager les Français d'entrer en résistance.

« Plusieurs dizaines de fusillés du Mont-Valérien n'ont pas encore été déclarés



« Morts pour la France » », a déclaré l'Élysée, promettant de faire la lumière sur ces destins exemplaires, afin de leur rendre la reconnaissance que leur doit la République.

Félicitons-nous de ces décisions tant attendues, car « un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre ». »

Jean-Pierre Sakoun, pour Unité Laïque, a clôturé le colloque en reprenant une phrase de Missak Manouchian :

« Le peuple français saura honorer notre mémoire dignement. »

N.B. : nous reviendrons dans la prochaine lettre sur l'intervention de Renée Poznanski : « Les Juifs étrangers dans la Résistance ».



À la fin du colloque.

Hommage aux Justes

dévoilement d'une plaque en hommage aux sauveteurs d'enfants juifs menacés de la déportation.

La ville de Paris représentée par Laurence Patrice et Karen Taïeb adjointes à Anne Hidalgo, maire de Paris et par Ariel Weil, maire de Paris Centre, l'Association Presbytériale de l'Église Réformée de l'Oratoire du Louvre, avec le Comité Français pour Yad Vashem ont dévoilé le 12 février une plaque en hommage à Paul et Marcelle Vergara, Marcelle Guillemot et Suzanne Spaak, Justes parmi les Nations, qui ont notamment permis de sauver 63 enfants juifs de la déportation en février 1943.

Lors de cette cérémonie très émouvante, Jean Barat qui réalise un documentaire sur Suzanne Spaak, a rappelé les circonstances historiques qui ont permis ce sauvetage. Anne Nelson, auteur de *La vie héroïque de Suzanne Spaak*, venue spécialement des États-Unis, a conclu ainsi son intervention : « Nous vivons



toujours dans un monde où l'injustice et la violence persistent. Les efforts de ce grand réseau devraient nous inspirer à voir qu'il est possible de mettre de côté nos différences dans l'intérêt d'une humanité partagée. »

Pilette, fille de Suzanne Spaak, interrogée sur ses motivations à partager le combat de sa mère a répondu simplement « c'était normal ». Elle n'avait alors que 15 ans et n'a pas hésité à risquer sa vie pour ce qui lui semblait « normal ».

Madame Aurore Taglio Thébault, Présidente du Conseil Presbytéral, après avoir rappelé le rôle du MNCR et des pasteurs de l'Oratoire du Louvre a conclu : « Il nous appartient en effet de collectivement alimenter ce besoin de mémoire et assumer ce devoir de transmission pour que nos consciences ne soient jamais endormies. »

Madame Laurence Patrice a évoqué avec émotion le combat des Justes et formé le vœu que leur exemple, leur abnégation, leur humanité deviennent un modèle pour les générations futures.

Charonne, n'oublions pas!

Le 8 février 1962, une manifestation contre les crimes de l'OAS, est organisée à l'appel des syndicats. Des partis politiques PCF, PSU et le Mouvement de la Paix s'y associent. Cette manifestation fait suite à des attaques contre des personnalités favorables à l'autodétermination du peuple algérien ; citons notamment Raymond Guyot, dirigeant du PCF, dont l'épouse fut blessée, André Malraux, ministre de la Culture, absent ce jour-là et c'est Delphine Renard, une fillette de 4 ans qui sera touchée et perdra la vue, Vladimir Pozner, écrivain, blessé lui aussi.

Des milliers de personnes descendent pacifiquement dans la rue aux cris de : « OAS assassin et paix en Algérie »

C'est au moment de la dislocation du cortège, au carrefour du métro Charonne, que la brigade spéciale de la police intervient sauvagement. On dénombre neuf morts, parmi lesquels Daniel Féry, un ouvrier de presse, âgé de quinze ans et demi, Fanny Dewerpe, monitrice à la CCE (Commission centrale de l'enfance) et de nombreux blessés. Le 13 février 1962, un million de personnes, venues de toute la France, défilent de la Place de la République au cimetière du Père Lachaise lieu des obsèques des neuf victimes.

Dès le lendemain les négociations reprennent avec le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) et aboutissent aux accords d'Évian le 19 mars 1962.

Soixante et un ans après, la République française doit reconnaître le caractère criminel de la répression, par les forces de l'ordre sous l'autorité du préfet de police, Maurice Papon condamné en 1998 à dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crime contre l'Humanité, de Roger Frey, ministre de l'Intérieur et de Michel Debré, Premier ministre.

L'expression « massacre d'État » sera utilisée pour qualifier les tragiques événements du 8 février 1962.

Adolfo Kaminsky

Le faussaire de Paris n'est plus. Le photographe Adolfo Kaminsky, homme aux mille vies qui fut le roi des faux papiers, au service de la Résistance puis des mouvements anticoloniaux est décédé, lundi 9 janvier 2023 », a annoncé sa fille Sarah Kaminsky.

Né à Buenos Aires en 1925, dans une famille juive d'origine russe, il arrive en France en 1932. Très vite, il travaille comme apprenti dans une teinturerie et découvre les secrets de la chimie.

En 1943, la famille est arrêtée et transférée à Drancy ; ils seront libérés grâce à l'intervention du consulat d'Argentine.

C'est alors qu'utilisant ses connaissances en chimie, il entre dans la Résistance et fabrique, dans un laboratoire, des faux papiers. Il permet ainsi à de nombreux résistants et à des Juifs traqués d'échapper à la police française et aux Allemands.

Il travaille sans relâche, à un rythme infernal et écrira : « Le calcul est simple. En une heure, je fabrique trente faux papiers. Si je dors une heure, trente personnes mourront... »

À la fin de la guerre, ce « faussaire politique » s'engage pour la liberté des peuples.

Il rejoint les réseaux Jeanson et Curiel en faveur de la cause algérienne, et continue de fournir de faux papiers pour les anti-franquistes en Espagne, anti-Salazar au Portugal, il lutte contre les colonels en Grèce, contre les dictatures en Amérique latine. Il soutient aussi la lutte de l'ANC en Afrique du Sud, celle des déserteurs américains pendant la guerre du Vietnam.

« Ma vie de faussaire est une longue résistance ininterrompue car, après le nazisme, j'ai continué à résister aux inégalités, au fascisme et aux dictatures » pourra-t-il écrire.

En 1971, il met fin à ses activités de faussaire et s'adonne à sa passion pour la photographie.

Son œuvre est empreinte d'un humanisme qui n'est pas sans rappeler celui de Doisneau. Pour retrouver le parcours de cette vie, au service des opprimés, lisez ou relisez le livre de sa fille Sarah Kaminsky : *Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire* 2008 Édition Calmann-Lévy.



Nous y étions

– À l’initiative de l’AACCE de l’UJRE et de MRJ-MOI, le 29 janvier 2023

présentation par Gérard Noiriel de son dernier ouvrage: *Le venin dans la plume. Edouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République.*

– À l’AG du MRN (Musée de la Résistance nationale) le 17 novembre 2022.

– Au CA du MRN le 1^{er} février 2023.

– Aux réunions préparatoires à la commémoration du 80^e anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie qui se tiendra le 19 avril 2023 à la Mairie de Paris.

– À la pose de plaque le 12 février 2023 au Temple de l’Oratoire à Paris en hommage à Paul et Marcelle Vergara, Marcelle Guillemot, Suzanne Spaak, Justes parmi les Nations.

– Au colloque organisé au Sénat, le 18 février 2023, « Les Étrangers dans la Résistance »

NOUVEAU Adhésion – Abonnement – en ligne!

Vous pouvez désormais effectuer directement votre versement bancaire, en tapant dans votre navigateur « **Helloasso mrj-moi** ». Sur la page « **Adhésion, réadhésion, abonnement - Helloasso** », vous pourrez faire votre adhésion*, l’abonnement à la « Lettre » (sans obligation de contribution au site hébergeur). Vous pourrez aussi toujours choisir de remplir un bulletin à nous renvoyer par la poste avec un chèque bancaire.

* L’adhésion et l’abonnement à la « Lettre » sont effectués pour l’année civile. L’adhésion et les dons donnent droit à une réduction d’impôt.

LA LETTRE MRJ-MOI

Mémoire des résistants juifs de la M.O.I.

Quatre numéros par an édités par l’Association MRJ-MOI

Directrice de la publication: Claudie Bassi-Lederman

Comité de rédaction: Claudie Bassi-Lederman, Hélène Facy, Liliane Turkel, Maryse Wolikow.

Les articles signés n’engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

ISSN 0753-3454

Imprimé par Corep, 89 rue de Tolbiac 75013 Paris

Abonnement annuel: 7 €

MRJ-MOI 14 rue de Paradis 75010 Paris

<http://www.mrj-moi.com> et mrjmloi@mrj-moi.com

DISPARITIONS

Daniel Grason

Daniel Grason est décédé le 22 novembre 2022 à l’âge de 78 ans. Ancien ouvrier métallurgiste, permanent de la section du Parti communiste de Gennevilliers, puis journaliste, il a écrit de très nombreuses biographies pour le Maitron, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. Passionné par l’histoire sociale et par la période de l’Occupation allemande, il a fréquenté assidûment les archives de la Préfecture de Police de Paris et les Archives nationales, prenant des notes et des photos pour pouvoir rédiger ses notices.

Daniel s’intéressait particulièrement à l’histoire des Résistants juifs dont il estimait qu’elle n’était pas suffisamment reconnue et avait rejoint notre Association. Il a contribué à l’iconographie du Musée en nous offrant des clichés pris aux archives de la Préfecture de Police.

Il nous manquera.

Berthe Weinstein

Berthe Weinstein a partagé sa vie et ses engagements avec Max son mari. Elle est née à Lyon en 1928. Son père Benjamin Zarnowiecki était peintre plâtrier et sa mère Rachel Elzon réparait les bottes en caoutchouc. Ils ont été arrêtés le 15 mai 1944 à Lyon puis transférés à Drancy avant d’être déportés à Auschwitz où ils sont arrivés le 5 juillet 1944 dans le convoi N° 76. Le jour même, sa maman a été dirigée vers les chambres à gaz. Son père a eu la même fin le 20 juillet 1944. Berthe avait 16 ans. Elle a été prise en charge par sa tante, Sabine Elzon qui cachait les enfants juifs. Berthe, elle, a été cachée à Montcel en Savoie chez des paysans.

Après la guerre, les jeunes Juifs issus de la Résistance se retrouvaient chez Sabine Elzon qui les aidait à reprendre le cours de leur vie, la rencontre entre Berthe et Max a eu lieu chez sa tante. Berthe faisait de la petite maroquinerie à Lyon. Elle a toujours milité au PCF (Parti communiste français) et à l’UFF (Union des femmes françaises) Arrivée à Gennevilliers en 1960, elle a poursuivi son engagement. En 1968, Berthe et Max s’installent à Paris et Berthe, en parallèle de Max, s’investit au Secours Populaire.

Elle n’aura de cesse d’organiser des ventes pour récupérer des fonds pour le SPF. Elle a largement participé aux travaux de Max sur l’art roman. Quand Max a voulu créer MRJ-MOI, elle a encore été à ses côtés et pris sa part dans l’organisation des rencontres annuelles. Toute sa vie a été faite d’engagements au service des autres. Elle a toujours su rebondir, offrir, lutter, militer. Elle s’est éteinte le 31 décembre 2022.

Rosette Lidereau, fille de Max et Berthe Weinstein

Nous avons souvent côtoyé Berthe, lors de réunions qui se déroulaient chez eux, elle nous a toujours accueillis avec une très grande gentillesse, partageant avec nous ses succulentes recettes de cuisine.

Le Bureau de MRJ-MOI

Siegmund Gingold

Né en 1922 en Allemagne, il arrive à Paris, avec sa famille en 1932, fuyant les débuts du nazisme.

À 17 ans, devenu Simon, il milite aux JC (Jeunesses communistes) ce qui lui vaudra plusieurs mois de prison.

À 20 ans, sous le nom de François, il entre dans la Résistance.

Il participe, comme de nombreux antifascistes, au TA (Travail allemand) dont l’objectif était initialement de « ramener les troupes en Allemagne ».

Groupes de rédaction de tracts en allemand, de distribution auprès des militaires allemands, de liaison (essentiellement composés de femmes et de jeunes filles), d’obtention d’informations pour la Résistance se mettent ainsi en place. Son frère Peter joue lui aussi un rôle important au sein du TA, il imprime un journal *Volk und Vaterland* (Peuple et Patrie) destiné aux soldats et officiers allemands, pour les inciter à la désertion, à rejoindre la résistance française, à participer à la lutte contre Hitler qui conduit l’Allemagne à la catastrophe en poursuivant cette guerre.

Dans son ouvrage, *Mémoires d’un indésirable – Juif, communiste et résistant – Un siècle d’errance et de combat*, Siegmund Gingold évoque son engagement tout au long de sa vie.

Merci à tous ceux qui ont songé à (ré)adhérer à l’Association ou se (ré)abonner à La Lettre

Merci pour vos dons plus que nécessaires et urgents pour mener à bien toutes nos actions.